

**Assemblée générale**

Distr. générale
15 avril 2014
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 163 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies

pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

**Mission des Nations Unies pour l'organisation
d'un référendum au Sahara occidental : rapport
sur l'exécution du budget de l'exercice allant
du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 et projet
de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014
au 30 juin 2015**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2012/13	58 253 000
Dépenses de 2012/13	56 481 400
Solde inutilisé de 2012/13	1 771 600
Crédit ouvert pour 2013/14	58 404 000
Montant estimatif des dépenses pour 2013/14 ^a	58 104 700
Montant prévu du solde inutilisé de 2013/14 ^a	299 300
Projet de budget du Secrétaire général pour 2014/15	54 019 300
Recommandation du Comité consultatif pour 2014/15	53 879 600

^a Montant estimatif au 31 janvier 2014.



I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport, aux paragraphes 23 et 32, des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui aboutiraient à réduire de 139 700 dollars l'enveloppe proposée dans le projet de budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.

2. Lors de l'examen du financement de la MINURSO, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information, et a reçu des réponses écrites le 25 mars 2014. La liste des documents que le Comité a examinés et de ceux dont il s'est servi pour examiner le financement de la MINURSO est donnée à la fin du présent rapport. On trouvera dans les rapports correspondants du Comité ses observations et recommandations détaillées sur les conclusions du Comité des commissaires aux comptes relatives aux opérations de maintien de la paix et à l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix (A/68/843 et A/68/782, respectivement).

II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013

3. Dans sa résolution 66/278, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 58 253 000 dollars (montant net : 55 972 400 dollars) pour financer le fonctionnement de la MINURSO pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 (exercice 2012/13). Le montant total des dépenses engagées pendant l'exercice s'est élevé à 56 481 400 dollars (montant net : 54 207 600 dollars), ce qui représente un solde inutilisé d'un montant brut de 1 771 600 dollars (montant net : 1 764 800 dollars), soit 3 % du montant total du crédit ouvert.

4. La sous-utilisation des crédits s'explique essentiellement par des dépenses moins importantes que prévu liées : a) au personnel recruté sur le plan international (1 108 900 dollars, soit 6,1 %), en raison d'un taux effectif de vacance de postes de 6 % contre 2 % prévus dans le budget et de dépenses communes de personnel moindres du fait que la Mission est un lieu d'affectation famille autorisée; b) au personnel recruté sur le plan national (367 300 dollars, soit 6,5 %), en raison de la dépréciation de la monnaie locale par rapport au dollar des États-Unis; et c) aux transports aériens (700 000 dollars), en raison notamment de la mise hors service d'un avion. Ces économies sont partiellement compensées par des dépenses plus élevées que prévu de quelque 461 400 dollars au titre de l'informatique, en raison du remplacement des ordinateurs (de bureau ou portatifs), et des dépenses d'appui à la mise en œuvre d'Umoja et des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). On trouvera une analyse détaillée des écarts à la section IV du rapport sur l'exécution du budget (A/68/608).

5. Au paragraphe 17 de son rapport sur l'exécution du budget, le Secrétaire général indique que la dépréciation du dirham marocain et du dinar algérien par rapport au dollar des États-Unis a été plus importante que prévu (4 % et 9 %, respectivement). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la dépréciation a commencé fin 2011 et s'est poursuivie durant l'exercice

2012/13. Un taux de change de 7,88 dirhams marocains pour 1 dollar des États-Unis au 1^{er} septembre 2011 a été appliqué lors de l'établissement des prévisions de dépenses pour l'exercice 2012/13. Au 1^{er} mai 2012, le taux de change était passé à 8,44. Dans ses précédents rapports sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/66/718 et A/67/780), le Comité consultatif était d'avis que, compte tenu du délai entre la préparation du budget et le début de l'exercice financier, sur une base pilote, des informations devraient être communiquées à l'Assemblée générale sur l'incidence des taux de change les plus récents sur les projets de budget des missions de maintien de la paix au moment de leur examen. Estimant que ses précédents avis demeurent valables, le Comité renouvelle sa demande.

6. On trouvera à la section relative au projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre de divers objets de dépense.

III. Situation financière et information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

7. Le Comité consultatif a été informé qu'au 11 février 2014, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la Mission depuis sa création s'établissait à 1 020 092 100 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 972 134 200 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 47 957 900 dollars. Le Comité a également été informé que des paiements d'un montant de 809 669 dollars avaient été effectués en janvier 2014 au titre des contingents pour la période allant jusqu'au 31 octobre 2013 et que le montant dû au titre des contingents pour la période allant du 1^{er} novembre 2013 au 31 janvier 2014 s'élevait à 77 200 dollars. Au 31 décembre 2013, les demandes relatives au matériel appartenant aux contingents étaient certifiées jusqu'au 30 septembre 2013 et réglées jusqu'au 16 novembre 2010, le montant restant dû s'établissant à 531 000 dollars. Au 10 février 2014, compte tenu d'une réserve opérationnelle de trois mois de 14 462 900 dollars (à l'exclusion des sommes à rembourser aux pays fournissant des contingents), la Mission affichait un déficit de trésorerie de 5 562 900 dollars.

8. Le Comité consultatif note que des contributions non acquittées continuent d'exister à la MINURSO et que le solde de trésorerie de la Mission reste déficitaire. Le tableau ci-après, indiquant le montant total des dépenses liées aux contingents et les paiements reçus depuis 2000, a été présenté au Comité comme suite aux précisions qu'il a demandées.

Montant total des dépenses liées aux contingents (avec les paiements ordinaires et supplémentaires effectués par an)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Montant dû au 1 ^{er} janvier	726,6	92,8	92,3	217,7	509,6	792,0	1 074,4	1 362,8	1 648,8	1 937,1	2 230,1	53,5	254,3	562,1	863,3
Montant estimatif dû	277,0	274,1	288,3	291,8	282,4	282,4	288,4	286,0	288,3	293,0	292,4	301,3	307,8	301,2	23,5

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<i>Moins : Paiements effectués pendant l'année</i>	910,9	274,5	162,9	—	—	—	—	—	—	—	2 468,9	100,6	—	—	809,7
Solde du 31 décembre	92,8	92,3	217,7	509,6	792,0	1 074,4	1 362,8	1 648,8	1 937,1	2 230,1	53,5	254,3	562,1	863,3	77,2^a

^a Au 27 février 2014.

9. Tout en notant que des améliorations ont été apportées, le Comité consultatif fait à nouveau part de sa préoccupation face à la situation financière de la Mission, qui demeure précaire, et aux retards qui en résultent dans les remboursements des pays fournissant des contingents (A/66/780/Add.4, par. 11). Le Comité rappelle que l'Assemblée générale a invité maintes fois (la dernière fois dans sa résolution 68/246) tous les États Membres à s'acquitter de l'intégralité de leurs contributions dans les meilleurs délais et sans conditions.

10. Le Comité consultatif a reçu les informations suivantes sur l'occupation des postes du personnel militaire et civil de la MINURSO pour l'exercice 2013/14 (au 31 janvier 2014) :

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé^a</i>	<i>Effectif réel</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Observateurs militaires	203	196	3
Contingents	27	27	—
Police des Nations Unies	12	4	67
Postes			
Personnel recruté sur le plan international	99	96	3
Personnel recruté sur le plan national	176	164	7
Personnel temporaire			
Personnel recruté sur le plan national	1	1	—
Volontaires des Nations Unies	16	15	6

^a Niveau le plus élevé de l'exercice.

11. Le Comité consultatif a également reçu un tableau des dépenses effectives et du montant estimatif des dépenses de l'exercice 2013/14, accompagné d'une analyse des écarts. Au 31 janvier 2014, le montant brut des dépenses s'élevait à 38 664 500 dollars (montant net : 37 759 300 dollars), contre un montant brut des crédits ouverts de 58 404 000 dollars (montant net : 55 982 000 dollars). À la fin de l'exercice 2013/14, la Mission table sur des dépenses d'un montant de 58 104 700 dollars, ce qui représente une sous-utilisation des crédits ouverts à hauteur de 299 300 dollars, soit 0,5 %.

12. Le Comité consultatif a également été informé que le montant estimatif des dépenses de l'exercice 2013/14 résultait à la fois de la réduction et de l'augmentation des dépenses inscrites au budget au titre de diverses catégories de dépenses. Une sous-utilisation des crédits est prévue : a) au titre de la Police des Nations Unies, en raison d'un coefficient délais de déploiement de 50 % prévu au lieu de l'occupation de la totalité des postes ainsi que du non-déploiement de six

membres supplémentaires de la Police des Nations Unies (voir par. 15 ci-dessous) du fait de la suspension temporaire des activités liées aux mesures de confiance; b) au titre des agents des services généraux recrutés sur le plan national, en raison principalement d'un taux de vacance de postes prévu de 6 % au lieu des 4 % inscrits au budget; c) au titre des Volontaires des Nations Unies, en raison d'un taux de vacance de postes prévu de 10 % au lieu des 6 % inscrits au budget; et d) au titre des transports aériens, en raison de frais d'exploitation réduits dans le nouveau contrat portant sur les hélicoptères qui est entré en vigueur en septembre 2013. Ces réductions devraient être largement contrebalancées par des dépassements aux rubriques suivantes : a) installations et infrastructures, en raison d'une augmentation des dépenses liées aux nouvelles cuisines en dur destinées à remplacer les cuisines en tente devenues obsolètes dans sept bases d'opérations et de dépenses de carburant plus importantes que prévu; b) communications, en raison du remplacement de radios et de standards devenus obsolètes; et c) informatique, en raison de dépenses plus importantes liées à la mise à niveau des installations d'appoint et de commutateurs de réseau.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015

A. Mandat et résultats prévus

13. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de la Mission dans sa résolution [690 \(1991\)](#). La dernière prorogation en date, jusqu'au 30 avril 2014, a été autorisée par le Conseil dans sa résolution [2099 \(2013\)](#). Dans son rapport sur le projet de budget, le Secrétaire général indique qu'au cours de l'exercice considéré, la MINURSO continuera de mener ses activités d'observation et de surveillance afin de s'assurer que les parties respectent l'accord de cessez-le-feu; de fournir un appui continu à l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour l'exécution de ses fonctions; d'aider le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à mettre en œuvre et à élargir le programme de mesures de confiance en déployant des membres de la Police des Nations Unies pour surveiller les visites familiales; d'apporter un appui logistique aux représentants de l'Union africaine à Laayoune; et d'effectuer, à l'est du mur de sable, des levés dans les zones contaminées par des mines et des restes explosifs de guerre et de les déminer, en coopération avec une organisation non gouvernementale.

14. Le Secrétaire général indique également qu'il est devenu difficile pour la Mission de contrôler la situation en raison de l'augmentation de la présence militaire à l'ouest du mur de sable en réponse aux menaces régionales et qu'au 30 juin 2013, la composante militaire de la MINURSO comptait 231 membres. Le Secrétaire général indique en outre que l'insécurité devient de plus en plus préoccupante, aussi bien pour les parties que pour la Mission, et qu'en avril 2013, dans sa résolution [2099 \(2013\)](#), le Conseil de sécurité a décidé de porter de 6 à 12 hommes l'effectif de la Police des Nations Unies à la MINURSO pour aider à la mise en œuvre du programme des visites familiales. Dans son rapport au Conseil de sécurité sur la situation concernant le Sahara occidental ([S/2013/220](#), par. 100), le Secrétaire général a indiqué que, si le Conseil approuvait sa recommandation relative à l'augmentation de l'effectif autorisé de la Police des Nations Unies pour aider le HCR à mener son programme de mesures de confiance, le coût afférent au

fonctionnement de la Mission jusqu'au 30 juin 2013 serait limité aux montants approuvés par l'Assemblée générale. En ce qui concerne l'exercice 2013/14, le Secrétaire général avait indiqué que le projet de budget, sur la base de l'effectif autorisé actuel de six policiers, avait déjà été soumis à l'Assemblée générale pour examen, mais qu'il en informerait le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et l'Assemblée autant que de besoin.

15. Lors de l'examen du projet de budget du Secrétaire général pour la MINURSO pour l'exercice 2014/15, le Comité consultatif a été informé, suite aux questions qu'il a posées, qu'il n'avait pas été tenu au courant de la décision du Conseil de sécurité de porter de 6 à 12 hommes l'effectif de la Police des Nations Unies car le Secrétaire général n'avait pas eu à demander des crédits additionnels, étant donné que les dépenses annuelles supplémentaires, estimées à quelque 150 000 dollars si tous les postes sont pourvus, seraient couvertes par le budget de la Mission en 2013/14. En plus, les policiers supplémentaires n'ont finalement pas été déployés (voir par. 12 ci-dessus). **Le Comité consultatif estime que, même si la Mission était en mesure de couvrir les dépenses supplémentaires en 2013/14, il aurait dû être informé de l'augmentation de l'effectif de la Police de la Mission, comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport au Conseil de sécurité. Le Comité compte que le Secrétaire général prendra les mesures nécessaires pour veiller à ce qu'une telle omission ne se reproduise pas.**

B. Ressources nécessaires

16. Le montant brut des prévisions de dépenses de la MINURSO pour l'exercice 2014/15 s'élève à 54 019 300 dollars (montant net : 51 728 800 dollars), soit 4 384 700 dollars (7,5 %) de moins que le crédit ouvert pour 2013/14, d'un montant brut de 58 404 000 dollars. Le Comité consultatif note que, par rapport au montant estimatif des dépenses de l'exercice 2013/14, qui s'élève à 58 104 700 dollars (voir par. 11 ci-dessus), la baisse des dépenses prévues pour 2014/15 serait de 4 085 400 dollars, soit 7 % du crédit ouvert pour 2013/14. Cette baisse tient essentiellement : a) à des dépenses moins importantes au titre du personnel civil, en raison d'une réduction de 14 postes (8 postes de personnel international et 5 d'agent des services généraux); et b) aux dépenses liées aux transports aériens, essentiellement en raison d'une baisse des prix de location et d'exploitation des hélicoptères. Cette sous-utilisation des crédits est partiellement compensée par des augmentations aux rubriques suivantes : a) voyages; b) transports terrestres, en raison du remplacement de 28 véhicules légers et d'une ambulance; et c) communications et informatique, en raison du remplacement du matériel devenu obsolète et de l'inscription au budget d'un montant correspondant aux dépenses indirectes afférentes aux activités d'appui nécessaires à l'utilisation d'Umoja et d'autres systèmes informatiques dans les missions. On trouvera aux sections II et III du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget (A/68/699) des informations détaillées sur les ressources demandées et une analyse des variations.

17. Le Comité consultatif note que pour l'exercice 2014/15, les contributions volontaires en nature budgétisées s'élèveraient à 2 071 680 dollars et proviendraient des Gouvernements marocain (1 718 345 dollars) et algérien (353 335 dollars) (A/68/699, sect. II.A). Par ailleurs, les contributions non budgétisées prévues par l'accord sur le statut de la Mission relatives à l'hébergement sont estimées à 1 476 000 dollars, et proviendraient des Gouvernements marocain (1 394 000

dollars) et algérien (82 000 dollars) (A/68/699, sect. II.B). **Le Comité consultatif prend note avec satisfaction du maintien des contributions volontaires.**

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé 2013/14</i>	<i>Effectif proposé 2014/15^a</i>	<i>Variation</i>
Observateurs militaires	203	203	–
Contingents	27	27	–
Police des Nations Unies	12	12	–

^a Niveau le plus élevé de l'exercice.

18. Le montant des dépenses proposées au titre des militaires et du personnel de police pour l'exercice 2014/15 s'élève à 6 976 100 dollars, soit 190 400 dollars (2,8 %) de plus que le montant des crédits ouverts pour 2013/14, de 6 785 700 dollars. Cette augmentation tient essentiellement au relèvement de l'effectif de la Police des Nations Unies à la MINURSO, de 6 à 12 hommes, que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution 2099 (2013) et pour lequel des crédits n'avaient pas été prévus pendant l'exercice 2013/14 (voir par. 15 ci-dessus).

Rations de combat

19. Lors de son examen des dépenses proposées par le Secrétaire général au titre de la MINURSO, le Comité consultatif a été informé que les observateurs militaires de la Mission devaient consommer des rations de combat deux fois par mois afin de garantir que le stock acheté soit utilisé avant la date de péremption. Selon le Secrétaire général, cette pratique permettait notamment de nettoyer totalement la cuisine, les réfrigérateurs, les entrepôts de rations et les cantines chaque mois. Le Comité consultatif a été en outre informé que les rations de combat étaient achetées pour les patrouilles de longue portée ou de nuit, au cours desquelles les observateurs militaires ne disposaient pas de rations fraîches ou cuisinées, ainsi que pour constituer des réserves stratégiques et opérationnelles au cas où l'approvisionnement en rations fraîches ou cuisinées était interrompu à cause de difficultés de transport ou d'autres situations d'urgence. Chaque paquet contenait une ration quotidienne par personne, d'une valeur nutritionnelle de 2 200 calories. Le Comité consultatif formule d'autres observations sur cette question dans son rapport sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé 2013/14^a</i>	<i>Effectif proposé 2014/15^a</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	99	91	(8)
Personnel recruté sur le plan national	176	171	(5)

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé 2013/14^a</i>	<i>Effectif proposé 2014/15^a</i>	<i>Variation</i>
Emplois de temporaire	1	–	(1)
Volontaires des Nations Unies	16	16	–
Total	292	278	(14)

^a Niveau le plus élevé.

20. Le montant estimatif des ressources demandées pour le personnel civil pour l'exercice 2014/15 s'élève à 23 010 300 dollars, soit 1 164 700 dollars (4,8 %) de moins que le montant des crédits alloués pour 2012/13. La baisse du montant des crédits demandés pour 2014/15 s'explique essentiellement par une réduction nette de 14 postes (8 postes de personnel recruté sur le plan international, 5 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et 1 emploi de temporaire) et la transformation en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national de quatre postes d'agent du Service mobile et d'un emploi de temporaire des services généraux recruté sur le plan national, mais elle est en partie contrebalancée par une augmentation des prévisions de dépenses résultant de la révision du barème des traitements du personnel recruté sur le plan national et d'une appréciation de 3 % du taux de change du dirham marocain appliqué par rapport au dollar des États-Unis en 2013/14.

21. Les taux de vacance de postes appliqués aux prévisions de dépenses pour le personnel civil restent inchangés par rapport à ceux prévus dans le budget de 2013/14, et se présentent comme suit : 3 % pour le personnel international, 4 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national et 6 % pour les Volontaires des Nations Unies. On trouvera au paragraphe 45 du projet de budget (A/68/699) des explications concernant les taux de vacance de postes proposés.

22. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu le tableau ci-après, qui présente les taux de vacance de postes autorisés, effectifs et proposés pour 2012/13, 2013/14 et 2014/15 par catégorie de personnel. Le Comité note que, pour l'exercice en cours, au 31 mars 2014, les taux effectifs pour la Police des Nations Unies et les agents des services généraux recrutés sur le plan national étaient de 33,3 % et de 7,5 %, respectivement.

**Taux de vacance de postes autorisés, effectifs et proposés
pour 2012/13, 2013/14 et 2014/15 par catégorie de personnel**

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>2012/13</i>		<i>2013/14</i>			<i>2014/15</i>
	<i>Taux moyen autorisé</i>	<i>Taux moyen effectif</i>	<i>Taux moyen autorisé</i>	<i>Taux effectif au 31 mars 2014</i>	<i>Taux moyen effectif au 31 mars 2014</i>	<i>Taux moyen proposé</i>
Militaires et personnel de police						
Observateurs militaires	2	5,4	2	3	2	2
Contingents	0	0	0	0	9,7	0
Police des Nations Unies	0	0	0	33,3 ^a	16,7	0
Personnel fourni par des gouvernements	80	60	60	70	60	60

Catégorie de personnel	2012/13		2013/14		2014/15	
	Taux moyen autorisé	Taux moyen effectif	Taux moyen autorisé	Taux effectif au 31 mars 2014	Taux moyen effectif au 31 mars 2014	Taux moyen proposé
Personnel civil						
Personnel recruté sur le plan international	2	6	3	2	3	3
Administrateurs recrutés sur le plan national	0	0	0	0	0	0
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	5	5,7	4	7,5	6,3	4
Volontaires des Nations Unies	2	18,8	6	6,3	12,5	6
<i>Emplois de temporaire (autre que pour les réunions)</i>						
Personnel recruté sur le plan national	0	0	0	100	0	0

^a Le taux de vacance de postes est calculé sur la base de l'effectif autorisé prévu de six membres de la Police des Nations Unies. Avec l'effectif accru de 12 membres approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2099 (2013), le taux effectif au 31 mars 2014 et le taux effectif moyen du 1^{er} juillet 2013 au 31 mars 2014 seraient de 66,7% et de 58,3%, respectivement.

23. Le Comité consultatif réaffirme que les coefficients délais de déploiement et taux de vacance de postes à appliquer devraient reposer sur des hypothèses budgétaires pleinement justifiées tenant compte des données historiques et des facteurs prévisibles. Ces coefficients devraient être clairement justifiés dans les projets de budget, en particulier lorsqu'ils diffèrent de ceux effectivement observés au moment de l'établissement du budget (voir A/66/718, par. 36). **Étant donné ce qui précède, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général d'appliquer des taux de vacance de postes de 15 % pour la Police des Nations Unies et de 5 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national à la MINURSO pour l'exercice 2014/15.**

24. Le Secrétaire général indique que le tableau d'effectif proposé est fondé essentiellement sur l'examen effectué par la Mission de ses fonctions d'appui et fait apparaître la transformation de quatre postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, qui vise à renforcer les capacités du personnel recruté sur le plan national et à lui donner des possibilités de promotion. **Le Comité consultatif a sans cesse souligné combien il importait de recruter, selon qu'il convient, du personnel sur le plan national et de renforcer ses capacités. Il invite le Secrétaire général à continuer d'étudier les possibilités de pourvoir les postes en recrutant du personnel local, selon qu'il conviendra, dans le cadre de l'examen des effectifs civils dont il a fait état dans son rapport sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/68/731, par. 171 à 175). On trouvera à l'annexe I au présent rapport les modifications qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs.**

Recommandations concernant les postes

Transformation de postes

25. Afin de renforcer les capacités des membres du personnel recruté sur le plan national et de leur offrir des perspectives d'avancement, il est proposé de transformer cinq postes (4 postes d'agent du Service mobile et 1 emploi de

temporaire) en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, comme suit :

- a) À la Section des ressources humaines, il est proposé de transformer un poste d'assistant chargé des voyages (agent du Service mobile) en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national;
- b) À la Section des transports, il est proposé de transformer un poste d'agent régulateur (agent du Service mobile) en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national;
- c) À la Section des transports aériens, il est proposé de transformer un poste d'assistant au contrôle des mouvements (agent du Service mobile) en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national;
- d) À la Section de la gestion du matériel, il est proposé de transformer un poste d'assistant à la cession du matériel (agent du Service mobile) en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national;
- e) À la Section de la gestion du matériel, il est proposé de transformer un emploi temporaire d'assistant à la documentation recruté sur le plan national en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national en raison du caractère permanent des fonctions correspondantes.

Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la transformation de postes proposée par le Secrétaire général.

Suppression de postes

26. Le Secrétaire général propose de supprimer, principalement au titre de la composante appui, un total de 14 postes (4 postes d'agent du Service mobile et 10 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national). Il indique que les fonctions afférentes à ces postes pourront être prises en charge par le personnel actuel. Les postes concernées sont les suivants :

- a) Au bureau de liaison de Tindouf, deux postes d'agent des services généraux (1 agent d'entretien et 1 assistant à l'entretien des installations);
- b) Au Bureau du Chef de l'appui à la Mission, un poste d'assistant à la sécurité aérienne (agent du Service mobile);
- c) Au Bureau du Chef des services techniques, un poste d'assistant administratif (agent des services généraux);
- d) À la Section des achats, un poste d'assistant aux achats (agent des services généraux recruté sur le plan national);
- e) À la Section du génie, un poste d'électricien (agent du Service mobile) et un poste d'opérateur de véhicules utilitaires lourds (agent des services généraux recruté sur le plan national);
- f) À la Section des communications et de l'informatique, un poste de technicien spécialiste des transmissions par satellite (agent du Service mobile) et un poste de préposé à la facturation (agent des services généraux recruté sur le plan national);

g) À la Section des transports, un poste de chauffeur (agent du Service mobile) et un poste d'opérateur de véhicules utilitaires lourds (agent des services généraux recruté sur le plan national);

h) À la Section mixte des opérations logistiques, un poste d'assistant à la gestion des carburants (agent des services généraux recruté sur le plan national);

i) À la Section des transports aériens, un poste d'assistant à la gestion des biens et du matériel (agent des services généraux recruté sur le plan national);

j) À la Section de la gestion du matériel, un poste d'assistant aux réclamations (agent des services généraux recruté sur le plan national).

Le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la suppression de postes proposée par le Secrétaire général.

Transferts

27. Le Secrétaire général propose de transférer deux postes d'opérateur de véhicules utilitaires lourds (agent des services généraux) de la Section des transports au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général où ils seront occupés par des chauffeurs, afin de régulariser les arrangements existants.

28. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les arrangements existants, en vertu desquels deux opérateurs de véhicules utilitaires lourds affectés à la Section des transports remplissent les fonctions de chauffeur au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, l'étaient depuis 2001, couvrant les mandats de multiples représentants spéciaux du Secrétaire général. **Le Comité consultatif partage l'avis du Secrétaire général selon lequel le décalage entre le tableau d'effectifs approuvé et les arrangements existants devrait être corrigé. En conséquence, il convient de procéder aux ajustements nécessaires, au niveau des postes ou des arrangements existants. Sur la base des justifications fournies, le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve les transferts proposés. Il compte que dorénavant le Secrétaire général veillera à ce que tous les changements apportés concernant les fonctions attachées aux postes et le rattachement hiérarchique des postes soient soumis pour examen à l'Assemblée générale en temps voulu, de façon à ce que le tableau des effectifs approuvé de la Mission soit de façon effective en harmonie avec les fonctions attachées à ses postes et le rattachement hiérarchique de ses postes.**

Personnel fourni par des gouvernements

29. Le Secrétaire général propose de maintenir à 10 au total le nombre de membres du personnel fourni par des gouvernements en 2014/15. Ayant demandé des précisions quant aux raisons du taux élevé de vacance de postes (60 %) appliqué à cette catégorie de personnel, le Comité consultatif a été informé que le personnel en question était fourni par l'Union africaine pour doter en personnel un bureau de l'Union africaine. Le Bureau a été créé en 1991 dans le cadre de la mise en place initiale de la MINURSO, qui avait été elle-même fondée sur un plan de règlement/paix de l'Union africaine, et tous les postes avaient été pourvus à l'origine. Les fonctions attachées aux postes avaient trait à l'observation et au contrôle du processus d'identification et, à terme, au référendum. Étant donné que certaines de ces activités ont été menées à bien, le Bureau comprend actuellement quatre membres du personnel, un haut-représentant, un spécialiste (hors classe) des

questions politiques, un spécialiste des questions politiques et un secrétaire. Les fonctions du personnel actuel du Bureau consistent à fournir des conseils à la MINURSO sur les questions relatives à l'Union africaine et à faire en sorte que l'Union africaine reste informée des activités relatives à la MINURSO. Le Comité consultatif a été également informé que certains membres du personnel du Bureau de l'Union africaine étaient de hauts responsables ayant rang d'ambassadeur. Le Comité fait de plus amples observations sur le personnel fourni par des gouvernements dans son rapport sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

	Montant approuvé 2013/14	Montant prévu 2014/15	Variation
Dépenses opérationnelles	27 443 300	24 032 900	(3 410 400)

30. Le montant estimatif des dépenses opérationnelles pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 s'élève à 24 032 900 dollars, soit 3 410 400 (12,4 %) de moins que le montant alloué pour 2013/14.

Voyages

31. Le montant estimatif des dépenses au titre des voyages pour l'exercice 2014/15 s'élève à 752 000 dollars, soit 36 900 dollars (5,2 %) de plus que le montant alloué pour 2013/14. Les explications relatives à l'augmentation des crédits demandés figurent au paragraphe 59 du rapport sur le budget. Le Secrétaire général indique que l'augmentation des crédits demandés au titre des voyages s'explique principalement par : a) un intérêt renouvelé pour la question du Sahara occidental, ce qui a amené le Représentant spécial du Secrétaire général et le Chef de cabinet à effectuer des voyages plus fréquemment; b) les voyages que des membres de la composante opérationnelle doivent effectuer pour participer au groupe d'experts des ressources humaines, ainsi que ceux que des fonctionnaires relevant du Département de l'information et du Bureau des affaires juridiques doivent effectuer pour prendre part à des conférences annuelles; et c) les voyages associés au projet Umoja, notamment les séances de formation. Le Comité consultatif a été informé que le nombre total de voyages prévu passerait de 86 en 2013/14 à 100 en 2014/15.

32. **Tout en reconnaissant que les besoins de la Mission en matière de voyages peuvent évoluer et augmenter, le Comité consultatif est d'avis que l'explication fournie par le Secrétaire général ne justifie pas l'augmentation de 5,2 % des crédits demandés au titre des voyages pour 2014/15, compte tenu, en particulier, des possibilités accrues de recours à d'autres moyens de communication, étant donné les réductions attendues en application des résolutions 65/268 et 67/254 de l'Assemblée générale. Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale maintienne le montant des crédits ouverts au titre des voyages pour 2013/14 inchangé pour 2014/15.** Le Comité fait de plus amples observations sur cette question dans son rapport sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

Installations et infrastructures

33. Le Comité consultatif, au vu des indicateurs de succès effectifs relatifs à la rubrique Installations et infrastructures au titre de la réalisation escomptée 3.1 : Renforcement de l'efficacité et de l'efficience de l'appui fourni à la Mission dans le domaine de la logistique, de l'administration et de la sécurité dans le rapport sur l'exécution du budget (A/68/608), note que le remplacement de structures à parois souples par des conteneurs d'hébergement en dur dans une base d'opérations et le remplacement de cuisines à parois souples par des cuisines à parois rigides dans trois bases d'opérations n'avaient pas pu être réalisés en 2012/13. Ayant demandé des précisions sur l'état d'avancement de ces activités, le Comité consultatif a été informé que le remplacement de structures à parois souples se poursuivait et qu'il devrait être mené à bonne fin au plus tard le 30 avril 2014, comme indiqué dans le rapport sur l'exécution du budget (A/68/608).

34. S'agissant du remplacement des cuisines, le Comité consultatif a été informé que huit des neuf cuisines reçues de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad avaient été endommagées pendant l'expédition et faisaient l'objet d'une demande d'indemnisation auprès de la compagnie d'assurance. La Mission a pu assembler une cuisine en état de fonctionnement en utilisant des éléments des huit cuisines endommagées et installer des cuisines opérationnelles dans deux bases d'opérations. Comme indiqué au paragraphe 12 ci-dessus, la Mission compte installer de nouvelles cuisines à parois rigides dans les sept autres bases d'opérations durant l'exercice en cours. **Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fera en sorte de soumettre en temps voulu toutes les demandes d'indemnisation afin que les compagnies d'assurance procèdent rapidement au remboursement et que des cuisines soient installées au plus vite dans les sept autres bases d'opérations.**

Transports terrestres

35. Le montant estimatif des dépenses au titre des transports terrestres pour l'exercice 2014/15 s'élève à 1 784 200 dollars, soit 223 100 dollars (14,3 %) de plus que le montant alloué pour 2013/14. Cette augmentation s'explique principalement par un accroissement des ressources nécessaires pour le remplacement de 28 véhicules légers et d'une ambulance, en partie compensé par des besoins moindres en pièces détachées. Au paragraphe 17 du document budgétaire, le Secrétaire général indique que les véhicules ayant servi pendant longtemps dans des conditions rigoureuses, leur durée de vie a expiré et que pendant l'exercice budgétaire, la Mission comptabilisera 47 véhicules en pertes pour se conformer aux ratios standard. Le stock de véhicules légers de transport de passagers des Nations Unies devrait diminuer, passant de 203 au début de l'exercice à 184 à la suite de l'achat de 28 véhicules et de la comptabilisation de 47 véhicules en pertes durant l'exercice 2014/15.

36. S'agissant du profil d'âge des véhicules, le Comité consultatif a été informé que la flotte de la Mission comprenait 51 véhicules achetés en 2006, 6 en 2007, 61 en 2008, 26 en 2009, 53 en 2010, 26 en 2011 et 1 en 2012. Le Comité a été informé également que la Mission appliquait les directives normalisées publiées par le Département de l'appui aux missions régissant le remplacement des véhicules, sur la base de l'âge et du kilométrage ainsi que de l'état technique et de l'état de fonctionnement. Quant aux véhicules dont la comptabilisation en pertes est

proposée, le Comité a été informé que chacun des 47 véhicules aurait atteint l'âge ou le kilométrage requis d'ici à 2015. De plus, la réparation des véhicules n'était plus rentable du fait de leur état technique dû à des accidents, des dégâts, la fatigue et l'usure. Le Comité traite de cette question de façon plus détaillée dans son rapport sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix ([A/68/782](#)).

Transports aériens

37. Le montant estimatif des dépenses au titre des transports aériens pour l'exercice 2014/15 s'élève à 11 036 300 dollars, 3 898 400 dollars (26,1 %) de moins que le montant alloué pour 2013/14. Sur la base des renseignements complémentaires qui lui ont été fournis, le Comité consultatif note que la réduction des ressources nécessaires est en grande partie attribuable à la baisse du prix du marché pour la location et l'exploitation des hélicoptères (4 039 600 dollars). Cette diminution est compensée en partie par des dépenses contractuelles plus élevées pour la location et l'exploitation des avions (132 500 dollars). En 2014/15, la Mission assurera l'exploitation et l'entretien de deux avions et de deux hélicoptères, ainsi que de quatre stations de ravitaillement en carburant aviation.

Informatique

38. Le Comité consultatif note une augmentation des ressources nécessaires au titre de l'informatique pour les exercices budgétaires 2012/13, 2013/14 et 2014/15, comme indiqué ci-après :

a) Au cours de l'exercice 2012/13, les dépenses effectives au titre de l'informatique se sont élevées à 1 407 500 dollars, 461 400 dollars (48,8 %) de plus que le montant alloué de 946 100 dollars, à cause du remplacement des ordinateurs personnels et des ordinateurs portables ainsi qu'aux dépenses afférentes à l'appui pour Umoja et IPSAS ([A/68/608](#), par. 39);

b) Durant l'exercice en cours, les dépenses prévues au titre de l'informatique s'élèvent à 1 161 000 dollars, 151 500 dollars (15 %) de plus que le montant alloué de 1 009 500 dollars, à cause de l'accroissement des ressources nécessaires pour mettre à jour les installations de secours et les commutateurs de réseau;

c) Pour l'exercice 2014/15, le Secrétaire général propose un montant total de 1 261 600 dollars, 252 100 dollars (25 %) de plus que le montant alloué pour 2013/14.

39. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu le tableau suivant indiquant le coût du matériel informatique et télématique remplacé pour obsolescence durant les cinq dernières années (de l'exercice 2009/10 à l'exercice 2013/14) ainsi que le coût du remplacement du matériel visant à assurer la compatibilité avec le logiciel Umoja et à apporter un appui à la mise en œuvre des projets IPSAS et Umoja.

Coût du matériel informatique et télématique remplacé pour obsolescence et aux fins de la compatibilité avec Umoja

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Télématique</i>	<i>2009/10</i>	<i>2010/11</i>	<i>2011/12</i>	<i>2012/2013</i>	<i>2013/14*</i>	<i>2014/15</i>
Inscrit au budget	635,4	516,7	495,9	200,2	176,4	351,6
Remplacement standard	733,0	200,2	1 048,8	200,0	139,5	303,6
Remplacement lié à Umoja				159,2	170,0	48,0

<i>Informatique</i>	<i>2009/10</i>	<i>2010/11</i>	<i>2011/12</i>	<i>2012/2013</i>	<i>2013/14*</i>	<i>2014/15</i>
Inscrit au budget	433,0	385,3	478,5	337,9	173,0	292,2
Remplacement standard	398,7	337,9	470,1	337,9	381,4	245,6
Remplacement lié à Umoja				365,0	164,0	46,6

* Au mois de janvier 2014.

40. Le Comité consultatif fait de plus amples observations sur les ressources nécessaires au titre des communications, de l'informatique et de la mise en œuvre d'Umoja dans son rapport sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

Services de détection des mines et de déminage

41. Les informations relatives à la détection des mines et au déminage figurent aux paragraphes 50 à 52 du document budgétaire. Les dépenses prévues au titre de cette activité sont indiquées à la rubrique Fournitures, services et matériels divers et s'élèvent à 3 128 600 dollars pour l'exercice 2014/15, 28 600 dollars (0,9 %) de plus que le montant alloué pour 2013/14. Le Secrétaire général indique que la Mission envisage de procéder au déminage en profondeur de 8 550 000 mètres carrés de terrain durant l'exercice. À titre de comparaison, une superficie totale de 916 021 mètres carrés a été déminée durant l'exercice précédent, tandis qu'au 31 janvier 2014 une superficie de 2 424 657 mètres carrés avait été déminée durant l'exercice en cours. Le Secrétaire général indique que la productivité accrue s'explique par la mise en service de nouveaux moyens mécaniques qui permettent de déminer plus rapidement et efficacement les zones présumées dangereuses.

42. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu communication d'un résumé des opérations prévues et effectives de détection des mines et de déminage menées au cours de la période quinquennale allant de 2009/10 à 2013/14, qui est publié en tant qu'annexe II au présent rapport. S'agissant de la lutte antimines, le Comité rappelle ce qu'il avait observé lors de l'examen du projet de budget pour 2012/13, à savoir qu'il y avait des écarts sensibles entre les surfaces à déminer et les surfaces effectivement déminées (A/66/718/Add.6, par. 35 et 36). **Le Comité consultatif jugerait utile de recevoir des explications plus détaillées sur ces écarts ainsi que sur les facteurs qui entrent en jeu lors de la fixation des objectifs de lutte antimines.** Il traite de cette question plus en détail dans son rapport sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix (A/68/782).

C. Questions diverses

43. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu communication d'un état actualisé des services que fournissent à la MINURSO le Centre régional de services et le Bureau régional d'achat à Entebbe. Il a été informé que jusqu'à présent un contrat avait été établi par le Bureau régional d'achat et que la Mission étudiait la possibilité de conclure de nouveaux contrats par l'intermédiaire du Bureau. Les services fournis à la MINURSO par le Centre régional de services à Entebbe comprenaient la fourniture de certaines formations au personnel de la Mission ainsi que le traitement des indemnités pour frais d'études. La Mission a également indiqué que malgré son isolement géographique, elle continuerait d'étudier s'il est viable d'accroître le nombre des services qui peuvent recevoir un appui du Centre régional des services à Entebbe. **Le Comité consultatif souligne la nécessité de faire en sorte que la fourniture de tels services réalise des gains d'efficacité et demeure efficace dans la pratique. Il encourage la Mission à continuer de s'employer activement à réaliser de nouveaux gains d'efficacité en faisant fond sur les expériences positives d'autres missions de maintien de la paix.** Le Comité précisera ses vues sur le rôle du Centre de services mondial à Brindisi (Italie) et les opérations du Centre régional des services à Entebbe dans son rapport sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix et la stratégie globale d'appui aux missions (A/68/782).

V. Conclusion

44. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINURSO pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 sont énoncées au paragraphe 41 du rapport sur l'exécution du budget (A/68/608). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de l'exercice clos le 30 juin 2013, soit 1 771 600 dollars, ainsi que les autres recettes et ajustements de l'exercice clos au 30 juin 2013, qui s'élèvent à 1 014 100 dollars, soient portés au crédit des États Membres.**

45. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le financement de la MINURSO pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 sont indiquées au paragraphe 67 du rapport sur le budget (A/68/699). **Tenant compte de ses recommandations formulées aux paragraphes 23 et 32 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que le montant total des crédits proposé par le Secrétaire général soit réduit de 139 700 dollars. En conséquence, le Comité recommande que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant de 53 879 600 dollars aux fins du fonctionnement de la MINURSO pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et mette en recouvrement ce montant, à raison de 4 489 967 dollars par mois, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la MINURSO.**

Documentation

- Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 ([A/68/608](#))
- Budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 ([A/68/699](#))
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ([A/67/780/Add.4](#))
- Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 et rapport du Comité des commissaires aux comptes, Volume II, Opérations de maintien de la paix des Nations Unies [[A/68/5 \(Vol. II\)](#)]
- Résolution [2099 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité
- Résolution [67/283](#) de l'Assemblée générale sur le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Annexe I

**Récapitulatif des modifications du tableau d'effectifs
proposées pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014
au 30 juin 2015**

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
Direction exécutive et administration			
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général	2	GN	Transfert de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national de la Section des transports de la composante appui
	+2		
Bureau de liaison de Tindouf	-2	GN	Suppression de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2		
Composante 3 : appui			
Bureau du Chef de l'appui à la mission	-1	SM	Suppression de 1 poste d'agent du Service mobile
	-1		
Bureau du Chef des services techniques	-1	GN	Suppression de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1		
Section des ressources humaines	-1	SM	Transformation de 1 poste d'agent du Service mobile spécialiste en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+1	GN	Transformation de 1 poste d'agent du Service mobile spécialiste en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	—		
Section des achats	-1	GN	Suppression de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1		
Section du génie	-1	SM	Suppression de 1 poste d'agent du Service mobile
	-1	GN	Suppression de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2		
Section des communications et de l'informatique	-1	SM	Suppression de 1 poste d'agent du Service mobile
	-1	GN	Suppression de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2		

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>
Section des transports	-1	SM	Suppression de 1 poste d'agent du Service mobile
	-1	SM	Transformation de 1 poste d'agent du Service mobile spécialiste en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+1	GN	Transformation de 1 poste d'agent du Service mobile spécialiste en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	GN	Suppression de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-2	GN	Transfert de 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	-4		
Section mixte des opérations logistiques	-1	GN	Suppression de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1		
Section des transports aériens	-1	SM	Transformation de 1 poste d'agent du Service mobile spécialiste en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+1	GN	Transformation de 1 poste d'agent du Service mobile spécialiste en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	GN	Suppression de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1		
Section de la gestion du matériel	-1	SM	Transformation de 1 poste d'agent du Service mobile spécialiste en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+1	GN	Transformation de 1 poste d'agent du Service mobile spécialiste en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	PT	Transformation de 1 poste de personnel temporaire recruté sur le plan national en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	+1	GN	Transformation de 1 poste de personnel temporaire recruté sur le plan national en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1	GN	Suppression de 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national
	-1		
Total			
Personnel recruté sur le plan international	-8		
Personnel recruté sur le plan national	-5		

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes ou d'emplois</i>			<i>Classe</i>	<i>Description</i>
Volontaires des Nations Unies		–			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)		-1			
		-14			

Annexe II

Activités prévues et effectives de détection des mines et de déminage menées de 2009/10 à 2013/14

<i>Exercice</i>	<i>Superficie prévue (en mètres carrés)</i>	<i>Superficie effective (en mètres carrés)</i>	<i>Dépenses prévues (en dollars É.-U.)</i>	<i>Dépenses effectives (en dollars É.-U.)</i>	<i>Observations</i>
2009/10	3 000 000	4 325 036	Services: 468 000 Fournitures: 25 000 Total : 490 000	507 800 25 000 532 800	L'accent a été mis sur le déminage des zones de combat. Procéder ainsi permet de déminer rapidement avec moins de moyens que le déminage manuel.
2010/11	4 000 000	8 422 225	Services: 1 183 700 Fournitures: 0 Total : 1 183 700	Comme les dépenses prévues	L'accent a été mis sur le déminage des zones de combat.
2011/12	750 000	3 500 000	Services: 2 306 900 Fournitures: 0 Total : 2 306 900	Comme les dépenses prévues	Il était prévu de consacrer cette phase au déminage manuel, processus beaucoup plus long et fastidieux que le déminage des zones de combat. Toutefois, la découverte d'un nombre croissant de zones de combat à déminer a entraîné la poursuite du déploiement de matériel à cette fin et, partant, un accroissement notable des superficies à déminer.
2012/13	1 000 000	916 021	Services: 2 894 300 Fournitures: 0 Total: 2 894 300	Comme les dépenses prévues	Le matériel de déminage a été utilisé principalement pour le déminage manuel et non pour le déminage des zones de combat. Le fait que la superficie déminée soit inférieure à l'objectif fixé s'explique par le retard intervenu dans le déploiement des engins de déminage, du fait de procédures de dédouanement plus longues que prévu.
2013/14	1 000 000	2 424 657 (au 31/01/14)	Services: 3 100 000 Fournitures: 0 Total: 3 100 000	Comme les dépenses prévues	Le matériel de déminage a été utilisé principalement pour le déminage manuel et non pour le déminage des zones de combat. L'incorporation dans les opérations de déminage d'un système de détection des mines monté sur véhicule s'est traduite par un accroissement notable de la productivité des opérations de déminage.